

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité Administrative
Bât. A
24016 Périgueux

Périgueux, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VILGO Création S.A.S.

Route de Ste Alvère
24100 Creysse

Références : DD/UbD24-47/038/2026
Code AIOT : 0005206189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement VILGO Création S.A.S. implanté Route de Ste Alvère - BP 212 24100 Creysse. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILGO Création S.A.S.
- Route de Ste Alvère - BP 212 24100 Creysse
- Code AIOT : 0005206189
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS VILGO est spécialisée dans la fabrication de matériel d'aide à la marche et d'hospitalisation à domicile.

Les chaînes de fabrication comportent entre autres un atelier de traitement de surface des métaux par voie chimique (dégraissage/rinçage/passivation non chromique) avant leur mise en peinture par application électrostatique automatisée ou manuelle de poudre époxy puis cuisson dans deux fours (infra-rouge et convection). Le volume total des bains de traitement est de 13 300 litres.

L'ensemble des installations participant à l'activité de fabrication a été régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°05-0547 du 26 avril 2005.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2019, article 13 et 14 b)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a réalisé une inspection du site sur des thématiques liées à l'action régionale concernant le stockage et l'utilisation des produits chimiques. Cette dernière a permis de relever des améliorations à réaliser concernant l'actualisation et la mise à disposition des Fiches de Données de Sécurité.

Des améliorations pour accéder aux moyens de défense incendie ont été demandées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau listant les produits chimiques présents sur le site, les fournisseurs, le code article, la quantité de produits stockée au niveau des ateliers et le volume global stocké. L'inspection a souhaité examiner 2 FDS: <ul style="list-style-type: none">• FDS "NETPHOS TS2" version 10.1 de septembre 2019 (la FDS étant antérieure à 2020, elles est donc considérée comme obsolète)• FDS "huile HVB 46" révisée en 2023 Les FDS sont conservées par M. Carié. Elles ne sont pas mises à la disposition du personnel. Des informations sur les risques et les mesures à prendre en cas d'accident sont délivrées au cours de formation de sécurité. Pour les nouveaux arrivants, cette information est délivrée avec le livret d'accueil et la prise de poste. L'inspection a interrogé l'opérateur intervenant sur la chaîne de traitement des métaux. Ses réponses étaient conformes et satisfaisantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit solliciter une nouvelle FDS pour tous les produits dont la FDS est antérieure à 2020. L'exploitant doit vérifier que les FDS à sa disposition sont bien à jour. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit faciliter l'accès aux FDS à quiconque le souhaite afin d'en prendre connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
Constats : <p>Comme indiqué au PC1, l'inspection a interrogé l'opérateur intervenant sur la chaîne de traitement des métaux. Ses réponses étaient conformes et satisfaisantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>
Constats : <p>L'Inspection constate que les produits chimiques liquides stockés sur site (zone de stockage NETPHOS et PRONET et la zone de stockage des huiles) sont placés sur rétentions de taille adaptées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des produits chimiques se fait au travers d'un système ERP (Entreprise Ressource Planning) pour la production et d'un tableur excel pour les produits utilisés au quotidien et la maintenance. En cas de nécessité, M. Carié indique qu'il peut accéder à ces bases de données depuis son ordinateur portable.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan localisant les différentes zones de stockage à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une zone où l'on trouve de l'antigel, Brazeco, diluant et aérosols • une zone où l'on trouve de NETPHOS, PRONET • une zone où l'on trouve les huiles • une zone où l'on trouve les poudres époxy • une zone où l'on trouve de l'antigel <p>Toutefois, ce plan ne matérialise pas les zones de danger correspondant aux risques liés aux produits.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan de l'ensemble des cuves de l'installation de traitement de surface sur lequel est indiqué le volume de la cuve et la température du produit présent. Ce plan, au format AO, est affiché dans les ateliers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sur le plan matérialisant les zones de stockage des produits chimiques, l'exploitant devra matérialiser les zones de danger.</p> <p>L'exploitant devra disposer d'un plan de l'installation de traitement dans un format plus petit et qui mentionne, entre autre, quel type de produit est présent et dans quelle cuve.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2019, article 13 et 14 b)
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : art.13 Les locaux à risque sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. art. 14 b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Lors du contrôle des zones de stockage mentionnées dans le plan au PC3, l'inspection a relevé que l'extincteur n°55 ainsi que le coffret de désenfumage adjacent aux vestiaires étaient inaccessibles en raison de l'obstruction du passage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à ce que les accès aux moyens de défense contre l'incendie (extincteur, coffret désenfumage, les alarmes ...) ne soient pas encombrés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois